

**EDUCATION ET FORMATION EN AFRIQUE :**  
entre logiques sociales propres et  
«modèles » du III<sup>ème</sup> millénaire

Foudil DAHOU  
Maître de conférences  
Université de Ouargla

---

*A l'aube du III<sup>e</sup> millénaire, en matière de solidarité et de développement, entre collectivité internationale et collectivité locale les visions sont divergentes. De la société de masse à la société de personnes ; de la société de consommation à la société d'information ; de la société de gabegie à la société d'écologie, quel type de société pour le continent africain ?*

*A l'ère des nouvelles technologies, l'Afrique a-t-elle les moyens de ses ambitions ?*

*Quelles stratégies pour l'Afrique en matière de technologie éducative ?*

*L'Afrique, partagée entre logiques sociales propres et «modèles» du troisième millénaire, devra d'abord déterminer, ensuite définir les préalables politico-socio-éducatifs du développement car « la meilleure façon de prédire l'avenir, c'est encore de l'inventer » surtout si l'on comprend que « quand une entreprise croise un homme qui croise une idée la technologie doit pouvoir les relier ».*

Il n'existe, actuellement, aucun équilibre technologique planétaire. Les divergences de visions entre collectivité internationale et collectivité locale, en matière de solidarité et de développement, démontrent clairement l'impuissance des régimes à promouvoir des politiques de compromission d'ordre économique et éducationnel susceptibles de sauvegarder l'identité des Etats les plus démunis.

Les tentatives de transfert de technologie instaurent davantage des états de dépendance permanente plus que des projets d'autonomie effective.

La « chrono technologie », comme vecteur de temps nécessaire au décollage et au développement d'un Etat en fonction de sa politique de planification linguistique et de ses implicites socioculturels, bouleverse les ressources humaines des sociétés les plus dévalorisées scientifiquement sans pour autant préserver leurs populations du statut de simples consommateurs de technologie.

La mondialisation et la globalisation demeurent, au plan des réalisations économiques et des programmes éducationnels, des abstractions destinées beaucoup plus à la spéculation scientifico-technologique des élites des pays les plus attardés qu'à leur émancipation réelle en matière de réflexions pragmatiques.

Les enjeux de l'économie de marché et du marché des langues déstabilisent les projets de société des communautés en voie de démocratisation ; leurs moyens ne sont pas à la mesure de leurs ambitions.

Les systèmes éducatifs des nations les plus touchées par le déséquilibre entre homosphère et technosphère se recherchent des philosophies de l'Education conciliables avec les nouvelles technologies éducatives.

Le nouvel ordre mondial impose son diktat et repose sur la formation de blocs politico-économiques d'où sont exclues les régions les plus appauvries de la planète, sinon contraintes de s'intégrer à des systèmes de valeurs résiduels du fait colonial.

Ce tableau noir de la scène internationale contemporaine positionne le continent africain en porte-à-faux ; les sociétés africaines connaissant des rythmes d'évolution différents accusent, pour la plupart, des retombées politico-socio-économiques considérables, liées à l'histoire et à la culture, qui conditionnent leur développement technologique en les cantonnant dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire.

Face au troisième millénaire, et confrontés aux problèmes majeurs, entre autres, de la croissance démographique, de la pollution, de la menace nucléaire, les Etats du continent noir s'interrogent sur les priorités que doit s'accorder l'Afrique pour répondre à l'évolution mondiale. L'Afrique est donc à la croisée des grandes questions de l'actualité ; questions d'ordre social, écologique et militaire.

Minés par les guerres civiles et la course au pouvoir, les Etats africains dépensent des sommes colossales en équipements militaires alors que la famine et la sécheresse sapent les forces vives de leurs peuples respectifs.

En dépit de ce bilan général des plus pessimistes, l'Afrique assure tant bien que mal sa promotion sur la scène internationale.

En effet, à ces problèmes divers, la réponse logique semble devoir être : éducation, d'abord ; formation, enfin ! Néanmoins, au préalable, l'autocritique de la Société africaine est une nécessité de premier ordre dans la mesure où elle détermine les principaux facteurs qui contribuent à la modification de la vie intellectuelle et de ce fait à l'évolution des logiques propres.

Une réflexion approfondie sur ces facteurs qui relèvent essentiellement du socioculturel, permettrait d'analyser et d'interpréter les «modèles » de comportements collectifs qui régissent actuellement les individus, à travers le monde, en fonction de leurs convictions scientifiques, sociales, philosophiques et religieuses.

Les facteurs indexés sont principalement au nombre de trois :

1. *mémoire historique collective,*
2. *équilibre homosphère/technosphère,*
3. *projet de société.*

Leur point commun est la réforme scolaire définie en termes de planification et d'aménagement linguistiques, d'une part ; de désaliénation culturelle, d'autre part.

Ceci sachant préalablement que la psychologie de l'Africain se comprend à partir d'une double expérience : comme être humain, il se construit selon l'œuvre de la tradition ; comme individu, il se conçoit et se perçoit produit d'une modernité occidentale. D'où l'aspect conflictuel de la question, qui confirme justement ce même recours à l'éducation entendue dans ses finalités humaine, sociale et religieuse.

Toutefois, la notion d'éducation étant corollaire de celle de formation, la problématique de la formation est étroitement liée à celle de l'éducation ; de la complexité de la seconde notion découle la polysémie de la première. Sur un plan strictement anthropologique et psychologique, si la formation implique comme destinataire l'individu, membre actif et produit de la société, l'éducation appréhende l'être humain agent fondateur de la communauté.

La distinction est subtile dans la mesure où fonction et rôle ne sont pas à confondre dans la société et au sein de la communauté. Si les termes utilisés n'invoquent dans leur sémantisme, qu'une même et unique entité, l'interprétation qu'ils permettent est tantôt objective, tantôt subjective suivant l'angle de vision adopté : politique et/ou social.

Ainsi, la volonté d'affranchir, en Afrique, l'éducationnel du politique n'est qu'un leurre dans la mesure où aucun système éducatif ne peut se concevoir ni élaborer sa philosophie en dehors de toute pensée politique.

Envisager la chose comme possible, c'est ignorer le principe d'axiologie sur lequel repose toute institution éducative.

Pour pasticher Jean-Paul Sartre, il serait judicieux d'affirmer que *c'est l'effort conjugué du politique et de l'éducationnel qui fera surgir cet être humain, à la fois individuel et collectif, qu'est l'homme africain.*

Quant à la formation, elle suppose en elle-même une conviction arrêtée, fondée sur la motivation et l'intérêt en fonction du rôle et du statut de l'individu au sein de sa société, et par rapport au projet social qu'elle pense.

Elle exige, en outre, de la discipline et une réflexion pragmatique qui libère l'homme africain de son surplus de subjectivité et de son égocentrisme réducteur. Cela signifie un véritable dépassement de soi qui est néanmoins conditionné par des facteurs d'interactions extérieurs à la réalité de terrain africaine, et qui appartiennent en propre au domaine du droit international. «*Utilisant l'Assemblée générale des Nations Unies comme un forum autant que comme une arène, le Tiers-Monde a fait voter des résolutions proclamant des principes nouveaux qui ont déstabilisé un droit international qui, par la liberté qu'il laissait aux Etats, favorisait les plus forts*».<sup>i</sup>

C'est pourquoi il s'agit pour l'homme africain de s'enraciner dans sa propre culture afin de s'affranchir tant de ses préjugés que de ceux des autres, car pour Georg-Christoph Lichtenberg «*(...) si le souvenir du passé ne subsistait pas, on s'apercevrait peu du changement*».<sup>ii</sup> Point de vue que partage lucidement Léon-François Hoffmann qui affirme : «*(...) l'on ne saurait trop répéter que l'étude du passé ne se justifie que si elle permet de mieux comprendre le présent et de préparer l'avenir*».<sup>iii</sup>

Parce que l'avenir, c'est non seulement demain mais déjà hier et aujourd'hui, l'homme africain se met au défi de repenser sa mentalité sociale ; celle qui forge sa valeur intrinsèque dans l'absolu des représentations de Soi et de l'Autre. Au-delà de leur antagonisme réducteur, il tente de réconcilier tradition et modernité perçues dans leur dynamique de concertation en vue de l'acte de développement humain.

### Principales références bibliographiques

---

<sup>i</sup> DUPUY René Jean (avant-propos), in BENAMAR Boualia, *La CNUCED et le nouvel ordre international*, ENAP, OPU, ENAL, 1987, pp. XIII/XIV.

<sup>ii</sup> LICHTENBERG Georg- Christoph , «Aphorismes » in BRETON André, *Anthologie de l'humour noir*, Société Nouvelle des Editions Pauvert, 1979, p. 57.

<sup>iii</sup> HOFFMANN Léon-François, *Le nègre romantique (personnage littéraire et obsession collective)*, collection Le Regard de l'Histoire, Payot, Paris, 1973, p. 11.